

Numéro 83 - 12 décembre 2020

**Au parlement**

**Le projet de loi C-19, *Loi modifiant la Loi électorale du Canada (réponse à la COVID-19)***

**Les «élections libres et équitables» n'ont pas de sens en l'absence d'un vote informé, dit la dirigeante nationale du PMLC**



**Projet de loi C-15**

- **Tentative du gouvernement de subvertir le droit des autochtones à la souveraineté**  
- *Philip Fernandez* -
- **Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones**  
- *Sarah Mullgrave* -

**Les résultats des élections au Venezuela favorisent les forces populaires**

- **Résultats des élections**
- **Le peuple vénézuélien affirme son droit à la souveraineté**  
- *Claude Brunelle* -
- **Le peuple et personne d'autre ne décidera de ce qui se passe au Venezuela**  
- *Margaret Villamizar* -

## **Les « élections libres et équitables » n'ont pas de sens en l'absence d'un vote informé, dit la dirigeante nationale du PMLC**

Le gouvernement Trudeau a déposé un nouveau projet de loi pour adapter la Loi électorale à la tenue d'élections dans le contexte de la pandémie de la COVID-19. Le projet de loi C-19, *Loi modifiant la Loi électorale du Canada (réponse à la COVID-19)*, a été déposé à la Chambre des communes le 10 décembre 2020 par le président du Conseil privé de la Reine, Dominic LeBlanc. Il devait passer en deuxième lecture et être renvoyé au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre à la prochaine session de la Chambre des communes, mais, le 11 décembre, celle-ci a été ajournée jusqu'au 25 janvier.

La tâche de déposer le projet de loi est revenue au président du Conseil privé puisque, après sa réélection en 2019, le gouvernement libéral a supprimé le portefeuille ministériel de longue date spécifiquement chargé des réformes démocratiques. Ce ministère a été discrédité par le rejet arrogant des libéraux des recommandations de son propre Comité spécial sur la réforme électorale de la Chambre des communes. Depuis, les libéraux continuent d'ignorer le fait qu'ils ont renié leur promesse de mettre fin au mode de scrutin et de dépouillement des votes appelé système uninominal majoritaire à un tour parce que le premier ministre n'était pas d'accord avec la recommandation du comité et voulait plutôt un système préférentiel qui répond mieux aux besoins de son parti.

Depuis leur arrivée au pouvoir en 2015, les libéraux de Justin Trudeau ont montré une tendance à gouverner au mépris du Parlement et de ses commissions. Cela a été à nouveau illustré par le dépôt du projet de loi C-19 devant la Commission parlementaire chargée d'étudier la question des élections en cas de pandémie, qui a déposé son rapport. Le rapport de la Commission, intitulé *Protéger la santé publique et la démocratie advenant une élection en temps de pandémie*, a été déposé le 11 décembre par le président de la Commission, le député libéral Ruby Sahota, qui a demandé une « réponse complète » du gouvernement. L'opposition conservatrice et le Bloc Québécois ont tous deux exprimé leur opposition à cette procédure, le Bloc Québécois ayant déposé une opinion dissidente dans laquelle il « insiste sur le fait qu'il est inacceptable que le gouvernement ait déposé [le projet de loi C-19] avant même le dépôt du rapport final de la Commission ». La Commission a entendu des experts de la santé et des représentants de collectifs de personnes particulièrement vulnérables, comme l'Association canadienne des soins de longue durée, le Conseil des Canadiens avec déficiences, ainsi que des responsables de la santé de plusieurs provinces.



De même, les libéraux se sont empressés d'appeler des élections partielles dans les circonscriptions de Toronto-Centre et de York-Centre le 26 octobre, sans avoir établi au préalable les mesures à prendre pour assurer la sécurité du processus, au mépris de toute opposition. Élections Canada a mis en place diverses mesures de sécurité, comme la fourniture de crayons à usage unique pour

marquer son bulletin de vote et l'éloignement physique dans les bureaux de vote. Pour des mesures plus strictes, il faut modifier la loi. Le 6 octobre, le directeur général des élections du Canada, Stéphane Perrault, a présenté au Parlement un rapport spécial sur la façon dont une élection pourrait être administrée pendant la pandémie. Au début d'octobre, Élections Canada a également présenté sa liste de propositions de modifications législatives, dont un projet de loi type. Mais les libéraux ont choisi de rédiger leur propre projet de loi. Élections Canada a indiqué qu'il étudiait le nouveau projet de loi afin d'évaluer ses implications dans la conduite d'une élection. Si une élection anticipée devait être déclenchée avant que le projet de loi ne reçoive la sanction royale, Élections Canada suivrait les mêmes protocoles que ceux qu'il a utilisés lors de l'élection partielle.

Entre autres, le projet de loi C-19 facilitera l'inscription des électeurs pour le vote par la poste en permettant la soumission électronique de documents. Élections Canada prévoit que jusqu'à cinq millions d'électeurs opteront pour le vote par la poste, contre près de 50 000 lors de l'élection fédérale de 2019.

Les mesures proposées dans le projet de loi C-19 concernant les bulletins de vote par la poste sont les suivantes :

- l'installation de boîtes de réception sécurisées dans chaque bureau de vote, où les personnes qui sont trop proches des dates limites de dépôt des bulletins de vote par courrier peuvent déposer leur bulletin à temps pour qu'il soit compté;
- de nouvelles infractions – une peine maximale de cinq ans de prison, une amende de 50 000 dollars ou les deux – pour avoir altéré ou perturbé ces boîtes de dépôt sécurisées;
- la possibilité de s'inscrire à un vote par la poste depuis le domicile, en ligne;
- la possibilité de voter en personne, même si l'on est inscrit au vote par la poste, à condition de retourner le bulletin de vote postal sans le marquer ou de signer une attestation à l'effet de ne pas avoir posté son vote; et
- la mise en place d'un système permettant aux citoyens de recevoir en ligne un accusé de réception de leur bulletin de vote postal ainsi que de règles concernant les délais d'envoi des bulletins de vote spéciaux.

En outre, le scrutin ordinaire d'une journée de 12 heures qui se tient normalement le lundi sera réparti sur les samedi, dimanche et lundi. Cela permettra de nettoyer correctement les bureaux de vote et de réduire les longues heures de travail du personnel électoral. On espère que les longues files d'attente seront évitées.

Parmi les autres mesures, on peut citer la possibilité pour Élections Canada d'établir un bureau de vote unique dans les établissements de soins de longue durée et les résidences similaires, où le vote échelonné serait autorisé sur une période de 13 jours avant le scrutin régulier. Élections Canada a également demandé de pouvoir choisir les lieux de vote en fonction de leur taille et de leur capacité à respecter l'éloignement physique, plutôt que selon les critères statutaires de sélection basés sur la proximité des électeurs.

Le projet de loi C-19 couvre toutes ces recommandations et comprend une disposition qui renforce les pouvoirs du directeur général des élections l'autorisant à prendre des mesures spéciales si elles s'avèrent nécessaires pour protéger la santé et la sécurité des électeurs et du personnel électoral. Cela comprendrait la prolongation des heures de vote dans une situation où le fonctionnement du bureau de vote a été interrompu par une urgence sanitaire.

Les mesures introduites dans le projet de loi entreront en vigueur 90 jours après avoir reçu la

sanction royale, ou plus tôt si le directeur général des élections détermine que les préparatifs nécessaires à la mise en application de ces mesures ont été faits et que celles-ci peuvent en conséquence entrer en vigueur. Elles sont de nature temporaire et seront abrogées lorsque le directeur général des élections, en consultation avec le directeur général de la santé publique, déterminera qu'elles ne sont plus nécessaires.

Dans un document d'information, Dominic LeBlanc déclare qu'avec ces modifications temporaires, « Élections Canada sera en mesure d'offrir aux Canadiens des mécanismes supplémentaires leur permettant de voter durant une pandémie. Je me réjouis de collaborer avec mes collègues du Parlement afin d'atteindre notre objectif commun, celui d'assurer des élections libres, justes et sûres. »

Cette déclaration et les informations générales concernant le projet de loi montrent que les modifications visent à faciliter le vote des Canadiens, alors que rien n'est fait pour résoudre les problèmes de fond liés aux campagnes électorales. L'absence d'égalité des chances en ce qui concerne le droit des Canadiens d'élire et d'être élus et l'absence de mécanismes garantissant le droit à un vote informé sont un problème par les temps qui courent. Ils seront beaucoup plus prononcés dans les conditions restrictives de la pandémie.

Interrogée sur ces modifications temporaires de la Loi électorale du Canada, Anna Di Carlo, dirigeante nationale du Parti marxiste-léniniste du Canada (PMLC), a parlé de certains problèmes qui surviennent lors d'une campagne électorale dans des conditions de pandémie, comme l'obligation de recueillir le consentement de 100 électeurs dans une circonscription et l'accès aux personnes dans leurs maisons et immeubles à logements. Lors des récentes élections partielles, Élections Canada a modifié le formulaire de signature prescrit pour les nominations. Il a créé un formulaire permettant de recueillir une seule signature afin que le formulaire ne soit pas transmis d'un électeur à l'autre. Néanmoins, l'accès aux immeubles à logements a été clairement restreint, alors que les propriétaires, en toute logique, ne sont pas non plus désireux d'ouvrir leurs portes à des étrangers. Plusieurs candidats n'ont pas pu s'inscrire en raison de difficultés liées à la collecte sécurisée des signatures de candidature. Élections Canada n'a pas recommandé de modifier l'exigence relative aux signatures de mise en candidature; il ne semble pas que le gouvernement libéral considère cela comme un problème.

Le plus important, dit Anna, est que le gouvernement continue de vouloir donner l'impression que les élections au Canada sont « libres et équitables ». Parce que les mêmes règles s'appliquent à tout le monde, on dit qu'il y a « égalité des chances » – c'est-à-dire que tous sont égaux. C'est loin d'être le cas, dit Anna.

Le plus flagrant, insiste-t-elle, est la violation du droit à un vote informé. Elle dénonce la manipulation de ce que l'on appelle les « enjeux électoraux ». Les « enjeux » qu'ils mettent en avant ne tiennent pas compte des préoccupations du peuple. Ils sont définis par la classe dirigeante et les médias monopolisés comme un moyen de désinformer le peuple. En d'autres termes, ils sont conçus pour empêcher le peuple de s'organiser politiquement sur la base d'un programme qu'il s'est lui-même fixé. « Ils fixent les enjeux que les partis cartellisés et les médias jugent bon de promouvoir et cela sert à faire en sorte qu'il n'y ait pas de discussion sur les questions de fond, dit Anna. Cela causera encore plus de problèmes dans une élection tenue dans le contexte de la pandémie. »

« La réglementation et le respect des formes des forums virtuels sont également un problème aujourd'hui. Les agences de renseignement se sont vu confier un important rôle de surveillance de ce qui peut et ne peut pas être dit sur les médias sociaux en fonction de ce qu'elles déterminent comme constituant une menace pour la sécurité nationale. Outre les définitions intéressées de ce qui constitue le droit à la vie privée nécessitant une protection, et de ce qui concerne la sécurité nationale, le rôle attribué aux agences de renseignement et la possibilité qu'elles perturbent les

échanges d'idées et le discours politique deviennent une question sérieuse à laquelle est confrontée le corps politique. Les ondes sont remplies d'accusations sur le potentiel de perturbation des institutions démocratiques par la Chine ou la Russie, alors qu'en fait les agences d'espionnage liées aux États-Unis sont passées maîtres dans ce domaine. »

Anna souligne que le projet de loi C-19 parle de procédures de vote comme s'il s'agissait de la somme totale d'une élection. « Ces procédures ne posent pas de problème au Canada dans le sens où Élections Canada fait de grands efforts pour s'assurer que les obstacles au vote soient surmontés. Le problème est que les Canadiens sont tenus à l'écart du pouvoir par un système de partis cartellisés qui élimine tout rôle réel des citoyens dans la gouvernance. Leur seul rôle est de voter et ils n'ont aucun moyen de demander des comptes aux gouvernements élus. L'idée qu'une élection donne l'occasion d'approuver ou de changer un gouvernement est grotesque quand on sait que les Canadiens ne contrôlent aucun aspect du système électoral », dit Anna.

La dirigeante nationale du PMLC explique : « Même si quelqu'un réussit à se présenter comme candidat indépendant, personne ne saura qu'il existe. Des limites de dépenses peuvent exister et être les mêmes pour tous les candidats, mais la plupart des gens ne peuvent pas recueillir autant d'argent. Il n'existe absolument pas d'égalité des chances lorsqu'il s'agit de se faire entendre.

C'est pourquoi le PMLC encourage les Canadiens à devenir des politiciens ouvriers et à développer leurs propres moyens de diffuser leurs opinions et à développer leur propre politique indépendante. L'ancien système par lequel le peuple est censé donner sa voix à des partis politiques pour qu'ils agissent en son nom est pourri jusqu'à la moelle. Ces partis politiques appliquent un programme décidé par des intérêts privés internationaux. Il suffit de voir ce que fait Trudeau en matière de santé. Au nom de la prise en charge de tous les coûts des vaccins de la COVID-19, des sommes considérables sont empruntées à des sources privées pour payer les grandes entreprises pharmaceutiques. Les services de santé sont privatisés et même la juridiction provinciale de la santé est éliminée en douce. Au nom de l'efficacité et du bien-être de la population, les forces armées ont été chargées de la distribution des vaccins. Les forces armées et les responsables de la santé établissent des critères et des dispositions comme si tout cela était très transparent et partait d'un souci d'informer le public. Mais les Canadiens subiront de nombreuses conséquences de cette prise de contrôle de la société civile par les forces armées, qui se voient confier le contrôle de tous les aspects de la vie. Qui décide de cette direction pour l'économie ? Certainement pas les Canadiens. »



Interrogée sur la question d'un vote informé, Anna explique : « C'est une question fondamentale. De nos jours, toute mesure prise à un quelconque niveau du processus électoral doit être vue comme un moyen de faire respecter le droit à un vote informé. Sans cela, toute tentative de déclarer que les élus ont le consentement des gouvernés manque sérieusement de crédibilité. »

Elle mentionne spécifiquement que la plupart des candidats indépendants et des petits partis enregistrés sont traités avec un mépris et un manque de respect total. Lors des élections fédérales de 2019, aucun média national n'a contacté le bureau national du PMLC, ni même jugé bon d'interviewer sa dirigeante nationale. « L'inégalité, explique Anna, est inscrite dans la

*Loi électorale du Canada.* Celle-ci stipule même que le parti au pouvoir doit obtenir la plus



grande part du temps d'antenne sur les réseaux publics. Les médias s'inspirent de ce système d'attribution de privilèges dans leur traitement des partis.

« Nous avons récemment participé à une réunion des partis politiques enregistrés pour discuter de la répartition du temps d'antenne. Il existe une disposition qui permet à l'arbitre de la radiodiffusion d'ajuster la répartition du temps d'antenne si elle est injuste pour un parti ou contraire à l'intérêt public. Si les partis parviennent à un consensus sur la répartition du temps de diffusion, l'arbitre en matière de radiodiffusion s'y conforme. La minorité des partis présents à la réunion, c'est-à-dire celle qui bénéficie de la répartition inégale du temps, ne soutient pas l'égalité. Lors des élections fédérales de 2019, les petits partis ont bénéficié de six à sept minutes de temps d'antenne gratuit, tandis que le Parti libéral a bénéficié de 48 minutes. De plus, les publicités des petits partis sont généralement diffusées dans des tranches horaires où personne ne regarde la télévision ou n'écoute la radio. Six ou sept publicités d'une minute ne sont certainement pas suffisantes pour donner aux Canadiens les informations nécessaires pour voter en connaissance de cause. C'est grotesque. Lors de la réunion sur l'allocation du temps d'antenne pour les prochaines élections, le représentant du Parti libéral a déclaré que cette inégalité flagrante 'représente la volonté du peuple'. »

« Ces problèmes méritent qu'on s'y arrête, poursuit Anna. Nous parlons ici du principe fondamental d'égalité qui n'existe pas dans le système de gouvernance du Canada.

« Bien que le projet de loi C-19 soit justifié en disant qu'il ne porte que sur les changements temporaires en situation de pandémie, on ne peut ignorer le fait que le gouvernement Trudeau est revenu sur sa promesse de modifier la méthode de vote pour rendre le vote plus représentatif. Les décisions prises à des fins intéressées par ceux qui sont en position de privilège et de pouvoir concernant ce qui est légitime et qui mérite le plus de gouverner, ont complètement éliminé toute perception d'une 'égalité des chances' et d'élections 'libres et équitables'. Cela ne changera pas avec ces mesures temporaires liées à la pandémie sur la manière, le moment et le lieu de l'expression du vote.

« Chaque décision, notamment celle de déclencher une élection, constitue un obstacle à la capacité des Canadiens de participer à une élection sur un pied d'égalité. Tenter de justifier un processus politique qui délégitime l'opinion politique qui sort des limites de la pensée officielle, c'est vouloir limiter ce que les Canadiens entendent pendant une élection en faveur de ceux qui font partie des forces de l'establishment. C'est antidémocratique et c'est le moins qu'on puisse dire. »

Anna explique qu'avant l'élection fédérale de 2019, l'Université Simon Fraser a publié une des études les plus importantes et les plus complètes qu'on ait vues depuis longtemps sur l'état de la démocratie au Canada et sur ce que les gens en pensent. Le rapport montre qu'une solide majorité (61 %) « pense que le gouvernement fait passer les intérêts de l'establishment avant ceux des Canadiens ordinaires ». Il indique que 70 % des personnes interrogées pensent que le gouvernement est insensible à ce que pensent les simples Canadiens.

« De tels sentiments sont indicatifs de la perception qu'ont les gens de la façon dont le pouvoir et les privilèges fonctionnent. Ils attestent de la crise de légitimité et de crédibilité du processus électoral et du processus politique en général », dit Anna.

« Si le vote informé n'est pas reconnu comme un principe de base du processus démocratique par ceux qui ont le pouvoir de réformer la Loi électorale, comment celle-ci peut-elle être dite démocratique ?, demande Anna. Les mesures temporaires de lutte contre la pandémie ne prétendent même pas tenir compte du fait que les candidats indépendants et ceux des petits partis politiques enregistrés ne sont pas traités sur un pied d'égalité. Au lieu de cela, le système tout entier est basé sur l'affirmation mensongère que certains partis et candidats de partis sont plus légitimes que d'autres – une construction sociale artificielle qui est certainement inacceptable à

notre époque. En raison des intérêts privés étroits qu'il sert et qui le contrôlent, le processus électoral continuera d'être perçu comme ne conférant pas le consentement des gouvernés au parti qui remporte une élection, quel que soit le type de majorité revendiquée ou la manière, le moment et le lieu de l'expression du vote. Si les citoyens ne sont pas en mesure de voter en toute connaissance de cause, les conditions requises pour exercer un contrôle sur leurs choix et sur les représentants élus et les gouvernements n'existent pas. »

Le régime Trudeau passera à l'histoire pour avoir introduit une approche encore plus discriminatoire sur qui peut être entendu lors d'une élection, pour avoir davantage concentré le pouvoir et pour l'avoir également concentré dans les mains d'intérêts étrangers. Il a utilisé à la fois le processus législatif et ses pouvoirs de prérogative pour accroître la discrimination, comme on l'a vu avec la décision de la Commission des débats des chefs qui a tout simplement exclu tous les partis politiques autre que les partis représentés à la Chambre des communes. Ce sont autant de facteurs qui facilitent le copinage, la corruption et le comportement des cartels qui dominent aujourd'hui. Cela confirme le caractère intéressé du processus électoral et politique. Les gens à l'esprit démocratique reconnaissent que c'est un problème sérieux qu'il faut corriger si nous ne voulons pas tout perdre aux caprices et volontés de ceux qui sont en position de pouvoir et de privilège. »

Interrogée sur les propositions du PMLC sur les modifications à apporter à la *Loi électorale du Canada* pour favoriser le peuple dans l'immédiat, Anna explique : « Actuellement, les électeurs peuvent se rendre sur le site d'Élections Canada et découvrir qui sont tous les candidats dans leur circonscription. Mais lorsqu'il s'agit de savoir ce que les candidats représentent, ils sont laissés à eux-mêmes. Bien sûr, dans les médias, ils n'entendent rien d'autre que ce que disent les partis qui siègent à la Chambre. Nous pensons qu'Élections Canada devrait être mandaté de donner au moins les informations de base sur chaque candidat, telles que données par les candidats, et que cela aiderait les Canadiens à voter en connaissance de cause. La même chose devrait être faite pour tous les partis qui présentent des candidats. Cela ne règle en rien le problème du tapage qui remplit les ondes avant et pendant une élection destiné à diviser le peuple en fonction de telle ou telle faction de la classe dirigeante, à son propre détriment, mais c'est pourquoi quelque chose que les gens apprécieraient. »

En conclusion, Anna dit qu'il est très révélateur de l'état des choses actuel que le seul problème qui préoccupe le parlement semble être de faire voter les Canadiens pour qu'ils puissent prétendre à un mandat leur permettant de gouverner en leur nom. « Il est frappant de constater que ni dans les élections partielles qui se sont tenues en octobre ni dans la discussion qui a eu lieu jusqu'à présent sur les élections dans le contexte de la pandémie, la question de savoir comment engager des discussions politiques avec les électeurs n'a été soulevée. Le PMLC appelle les Canadiens à développer leurs propres positions politiques indépendantes et à s'organiser sur cette base. Ils ne doivent pas permettre l'élimination du facteur humain/conscience sociale par les intérêts privés étroits qui ont usurpé le pouvoir dans ce pays. Cela crée une situation dangereuse dans laquelle la seule option qui reste est de criminaliser ceux qui luttent pour les droits qui nous appartiennent en tant qu'êtres humains. Cela ne doit pas passer ! »

**VOIR LE MARXISTE-LÉNINISTE DU 16 DÉCEMBRE**

## **Le travail du PCC(M-L) dans le domaine de la réforme électorale**

## Tentative du gouvernement de subvertir le droit des autochtones à la souveraineté

- Philip Fernandez -



Le 3 décembre, le gouvernement libéral a déposé au Parlement le projet de loi C-15, *Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* (DNUDPA). En présentant le projet de loi, le ministre fédéral de la Justice David Lametti a déclaré : « En travaillant avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis pour mettre en oeuvre la déclaration et créer un cadre pour atteindre ses objectifs, le gouvernement du Canada montre qu'il valorise, respecte et promeut les droits de la personne de tous, et pas seulement de certains [...] Le projet de loi est un pas en avant important sur la voie commune de la réconciliation pour les peuples autochtones et non autochtones. »

À la lumière des preuves, personne ne peut être dupe de l'affirmation éhontée du gouvernement Trudeau selon laquelle le projet de loi C-15 fera progresser les droits des peuples autochtones et favorisera la réconciliation.



Le projet de loi C-15 rappelle la loi 41 du gouvernement de la Colombie-Britannique, la *Loi sur la Déclaration des droits des peuples autochtones*, adoptée en novembre 2019. Elle n'a rien fait pour faire respecter les droits des peuples autochtones de la Colombie-Britannique même si le gouvernement Horgan a revendiqué la même chose – que la loi 41 « fera avancer la province grâce à un plan d'action clair pour la réconciliation, qui appuie la prévisibilité et les opportunités économiques, tout en respectant les

droits humains des autochtones ». Loin de là, lorsque les gouvernements au Canada parlent de défendre les droits humains des peuples autochtones, ils ne veulent pas dire fournir des garanties en matière de logement, d'eau, de soins de santé et d'éducation. Même le droit humain fondamental et issu des traités à l'eau potable a été refusé à de nombreuses communautés autochtones qui vivent dans des régions éloignées, notamment la Première Nation de Naskandaga, qui vit avec une ordonnance de faire bouillir l'eau depuis près de trois décennies. Ce que les libéraux de Justin Trudeau veulent dire c'est que les terres des autochtones continueront de leur être volées, comme le fait le gouvernement de la Colombie-Britannique en allant de l'avant avec le projet de barrage du site C sur le territoire du Traité 8, ou par les attaques de l'État contre le peuple



Wet'suwet'en qui défend ses droits ancestraux face aux intérêts d'un monopole privé et de mégaprojets économiques ou sur le territoire mohawk à des fins de développement.

Depuis leur arrivée au pouvoir en 2015, les libéraux de Justin Trudeau ont démontré par leurs actes que le droit de monopole supplante les droits des autochtones lorsqu'il s'agit de relations Couronne-Autochtones. L'un des principaux points soulevés par les conférenciers lors du webinaire de l'Institut Yellowhead tenu le 9 décembre sur le projet de loi C-15 est que l'État canadien à tous les niveaux criminalise et cible les peuples autochtones en les présentant comme des menaces au développement économique et à la prospérité du Canada, en utilisant les tribunaux pour imposer des injonctions et en faisant appel à des forces paramilitaires lorsque les peuples autochtones défendent leur souveraineté et leur droit d'être.

En ce qui concerne les droits des peuples autochtones, les libéraux de Justin Trudeau ont continué de terroriser et de criminaliser les défenseurs des terres autochtones d'un océan à l'autre lorsqu'ils défendent leurs droits, et ont continué de surveiller les activités politiques des autochtones dans le cadre du tristement célèbre projet Sitka de la GRC[1].

À l'instar de leurs prédécesseurs, les conservateurs de Stephen Harper, les libéraux continuent de sous-financer les programmes sociaux destinés aux familles et aux enfants autochtones, ce qui a appauvri et déstabilisé les communautés et conduit davantage d'enfants autochtones à être placés dans des institutions de l'État.



En juin 2019, Trudeau a reconnu que les crimes commis contre les femmes et filles autochtones disparues et assassinées constituaient un « génocide », mais son gouvernement n'a pas fait grand-chose pour remédier à cette crise nationale. Sous l'administration « féministe » de Trudeau à Ottawa, les femmes autochtones demeurent la population carcérale dont la croissance est la plus rapide au Canada. Comment ces faits peuvent-ils être conciliés avec les affirmations des libéraux selon lesquelles le projet de loi C-15 fait progresser les droits des peuples autochtones et constitue un pas vers la réconciliation ?

Les libéraux parlent généralement des droits comme des abstractions, dépourvues de sens ou de tout lien avec la vérité sur le terrain. Ces abstractions sont une provocation contre les peuples autochtones et les Canadiens et Québécois qui, de l'avis des libéraux, ne voient pas ce que ceux-ci manigancent et, s'ils le voient, ne peuvent pas les forcer à rendre des comptes.

Tout finit par se payer et toutes les tentatives pour dissimuler les crimes que l'État canadien a commis et continue de commettre contre les peuples autochtones aujourd'hui ne resteront pas impunies. Le projet de loi C-15 est soumis au Parlement à un moment où les relations entre la Couronne et les autochtones sont au plus bas parce que le Canada n'a pas respecté ses obligations envers les peuples autochtones, surtout lorsqu'il s'agit de respecter leur souveraineté. Le gouvernement poursuit la politique raciste de l'État selon laquelle il décide de ce qui est bon et de ce qui est mauvais pour les peuples autochtones. Il contrôle leur argent, qui leur est dû pour le vol des terres et des ressources dont ils dépendent pour vivre.

Derrière les belles paroles de réconciliation, il y a le sinistre objectif de miner davantage la souveraineté des peuples autochtones et de subvertir l'unité politique et la solidarité sans cesse croissantes des peuples du Canada et du Québec avec les peuples autochtones. Le Canada peut espérer donner l'impression de se conformer aux exigences des Nations unies de respecter les droits des autochtones et ainsi effacer sa triste réputation de puissance coloniale, mais les faits sont

têtus. Il a recouru à cette façade à plusieurs reprises dans le passé et le gaspillage d'argent dans plus de campagnes de relations publiques est répugnant. Les actions du gouvernement, y compris la présentation du projet de loi C-15, ne peuvent pas masquer la conception coloniale qui bloque les aspirations des peuples qui forment le Canada à une relation nouvelle et moderne avec les peuples autochtones fondée sur la reconnaissance de leur souveraineté et de leurs droits ancestraux.



nous en tant que peuples autochtones [...] de décider comment la DNUDPA sera mise en oeuvre. La DNUDPA sera mise en oeuvre conformément à nos lois ».

L'Institut Yellowhead et d'autres organisations ont été les hôtes d'un webinaire en ligne le 9 décembre sur le sujet « L'économie de la rançon – Ce que Fermons le Canada révèle au sujet des droits territoriaux ». Ont pris la parole des défenseurs de la terre des nations Secwepemc, Wet'suwet'en, Mohawk et Mi'kmaw. La porte-parole des Wet'suwet'en Molly Wickham a souligné que la nouvelle loi du gouvernement Trudeau sur la DNUDPA est « une assurance pour les investisseurs [...] un écran de fumée pour dire que nous jouons gentiment [...] nous leur [peuples autochtones] donnons la parole [...] les gouvernements se demandent comment ils vont mettre en oeuvre le DNUDPA ? Eh bien, ce n'est pas à eux. C'est à

Skyler Williams, qui a parlé en tant que défenseur de la terre Mohawk, a dit que les positions prises par les défenseurs de la terre pour défendre leur souveraineté sur l'île de la Tortue ont été confrontées à la violence de l'État, mais que tout cela a renforcé la détermination des peuples autochtones à affirmer leur souveraineté avec le soutien de leurs alliés sur l'île de la Tortue. C'est la réponse que mérite le projet de loi C-15.

Le projet de loi C-15 est une tentative désespérée des libéraux de Justin Trudeau de se redonner une crédibilité et une légitimité en ce qui concerne les relations entre la Couronne et les autochtones.

***Non au projet de loi C-15 !  
Défendons les droits ancestraux et issus des traités des peuples autochtones !  
Respectez la souveraineté des Premières Nations !***

## Note

1. Des courriels internes, des mémos, des rapports et des documents de la GRC acquis par CBC News ont révélé l'existence du « Projet SITKA » de la GRC. La GRC voulait identifier des activistes qui avaient été arrêtés, accusés et condamnés, et créer des profils et des liens à des organisations à l'échelle du pays. Après avoir fait enquête sur 300 activistes, la GRC a produit une liste en comprenant 89 - autochtones et non autochtones - à la fin du projet de renseignement, a indiqué CBC. Selon la GRC, ces personnes étaient « désireuses et capables d'utiliser des tactiques illégales » lors des protestations pour les droits des autochtones de décembre 2012 à la fin de 2013. On dit que le projet s'est terminé en mars 2015. Cependant, quelques jours avant que Justin Trudeau ait annoncé l'approbation initiale du pipeline Trans Mountain, la GRC a réactivé la liste soi-disant dormante d'activistes des droits des autochtones qu'elle considérait représenter des « menaces criminelles » potentielles ». (APTN)

(Sources : Gouvernement du Canada, Gouvernement de la Colombie-Britannique, Globe and Mail, Yellowhead Institute, Policy Options, APTN. Photos: LML, J. Stayshyn)

# ***Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones***

**- Sarah Mullgrave -**

Le 3 décembre, le ministre de la Justice et procureur général du Canada David Lametti a déposé le projet de loi C-15, la *Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, à la Chambre des communes. L'objectif proclamé du projet de loi est d'affirmer la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) « comme un instrument universel, international et relatif aux droits de la personne, qui s'applique en droit canadien, et de fournir un cadre pour la mise en oeuvre de la Déclaration par le gouvernement du Canada[1]. »

Le projet de loi C-15 comprend sept sections. S'il est adopté, « le projet de loi exigerait que le gouvernement du Canada, en consultation et en collaboration avec les peuples autochtones, effectue ce qui suit : prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les lois fédérales sont conformes à la Déclaration; élaborer et mettre en oeuvre un plan d'action pour réaliser les objectifs de la Déclaration; déposer un rapport annuel sur les progrès réalisés dans l'harmonisation des lois fédérales et à l'égard du plan d'action ».

Le plan d'action doit comprendre des mesures « pour s'attaquer aux injustices, combattre les préjugés et éliminer toutes les formes de violence et de discrimination à l'égard des peuples autochtones, y compris les aînés, les jeunes, les enfants, les femmes, les hommes, les personnes en situation de handicap et les personnes bispirituelles et de diverses identités de genre; visant à promouvoir le respect et la compréhension mutuels, ainsi que de bonnes relations, notamment par l'éducation des droits de la personne; liées au contrôle, à la surveillance, aux recours ou aux réparations ou à d'autres obligations relatives à la mise en oeuvre de la Déclaration ».



En ce qui concerne le délai, le projet de loi indique que le plan d'action « doit être élaboré dès que possible ou, au plus tard, dans les trois ans suivant la date d'entrée en vigueur du présent article ».

Le document d'information publié par le gouvernement le 3 décembre indique entre autres choses : « Le gouvernement du Canada a déjà pris des mesures pour refléter la Déclaration dans certaines lois, y compris la *Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis* et la *Loi sur les langues autochtones*. Le projet de loi C-15 constitue un autre pas en avant[2]. »

L'article 32 de la DNUDPA prescrit que : « Les États consultent les peuples autochtones concernés et coopèrent avec eux de bonne foi par l'intermédiaire de leurs propres institutions représentatives, en vue d'obtenir leur consentement, donné librement et en connaissance de cause, avant l'approbation de tout projet ayant des incidences sur leurs terres ou territoires et autres ressources, notamment en ce qui concerne la mise en valeur, l'utilisation ou l'exploitation des ressources minérales, hydriques ou autres. »

Sur ce principe clé, le gouvernement canadien écrit :



« Des renvois au 'consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause' figurent dans l'ensemble de la Déclaration. Cette expression souligne l'importance de reconnaître et d'assurer le respect des droits des peuples autochtones et de veiller à ce que les peuples autochtones participent effectivement et de manière significative aux décisions qui les concernent, ainsi que leurs communautés et territoires. Le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, consiste à travailler en partenariat et en respect. [...] Malgré ce que certains ont suggéré, il ne s'agit pas d'un droit de veto sur le processus décisionnel du gouvernement. »



La question de l'interprétation du consentement donné en connaissance de cause comme n'étant pas un droit de veto est la diversion que le gouvernement utilise pour tenter de masquer que ses relations avec les nations autochtones sont celles d'une puissance coloniale qui déclare son droit de gouverner les « indigènes ». C'est pitoyable.

Le document d'information du gouvernement Trudeau répond à la question de l'impact du projet de loi 15 en ce qui concerne le développement des ressources naturelles. Le gouvernement souligne que le gouvernement a l'obligation constitutionnelle « de consulter et d'accommoder les groupes autochtones lorsqu'il envisage de mettre en oeuvre des mesures qui pourraient avoir des répercussions négatives sur les droits établis ou potentiels – ancestraux ou issus de traités ». En même temps, il indique que « le projet de loi ne crée pas de nouvelles obligations ni d'exigences réglementaires pour l'industrie ».

Le document d'information du gouvernement fournit de l'information spécifique sur l'impact du projet de loi C-15 sur l'industrie de la pêche. On y lit : « La pêche, les océans, l'habitat aquatique et les voies maritimes sont économiquement et culturellement importants pour les peuples autochtones. La gestion durable des ressources halieutiques, la conservation de nos océans, par l'entremise de la Garde côtière canadienne, la sécurité de ceux qui circulent sur les plans d'eau et la protection de l'environnement maritime sont des priorités partagées avec les peuples autochtones au Canada et le gouvernement du Canada.

« Le gouvernement du Canada travaille avec les peuples autochtones au moyen de processus bien établis qui favorisent le partenariat dans le processus décisionnel et dans les activités de gestion, par exemple, les conseils consultatifs, les ententes de gestion collaborative et les discussions bilatérales. Grâce à ces relations, le gouvernement du Canada collabore avec les peuples autochtones de manière à refléter le contenu de la Déclaration.

« Le projet de loi C-15 ne modifie pas immédiatement les opérations, les politiques ou les lois relatives au ministère Pêches et Océans Canada ou à la Garde côtière canadienne. La *Loi sur les pêches* et toutes les conditions de permis resteront en vigueur. L'élaboration du plan d'action serait un moyen de faire avancer les discussions que les peuples autochtones pourraient souhaiter avoir sur les mesures à prendre pour atteindre les objectifs de la Déclaration. Le gouvernement du Canada s'efforcera de garantir un environnement sûr, ordonné et durable pour tous les pêcheurs qui pratiquent la pêche. »



Le paragraphe précédent est une référence directe à la lutte que les Mi'kmaq mènent actuellement contre l'État canadien pour affirmer leurs droits de pêche ancestraux et issus de traités. Il est évident que le projet de loi C-15 sera utilisé pour affaiblir cette lutte en maintenant le veto du gouvernement sur les permis de pêche et la réglementation de la pêche en vertu de la *Loi sur les pêches*. Par un tour de passe-passe, les libéraux visent à miner la lutte des Mi'kmaq pour affirmer leurs droits de pêche souverains et participer à une « pêche de subsistance convenable » définie et réglementée par eux, tout en masquant le fait que c'est l'État qui a créé les conditions pour diviser les petits pêcheurs, dont les pêcheurs autochtones, qui a encouragé les conflits entre eux par le biais du ministère des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, qui a subventionné les plus grands monopoles de la pêche comme Clearwater Seafoods, qui a bradé les ressources aux navires-usines et aux chalutiers étrangers, ce qui a causé beaucoup de problèmes aux autochtones et aux petits pêcheurs. Le gouvernement s'est soustrait aux obligations qu'il a en vertu des traités de paix et d'amitié que la Couronne a signés en 1760-1761, dans lesquels les Mi'kmaq ont affirmé leur souveraineté et n'ont pas cédé leurs droits sur la terre, leurs droits maritimes ou aucun de leurs droits. L'Assemblée des chefs Mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse a d'ailleurs dénoncé le gouvernement Trudeau parce qu'il refuse de les rencontrer sur la question des droits de pêche.

Dans l'ensemble, le projet de loi C-15 est un document perfide ayant un objectif sinistre. La vie se chargera de rappeler au gouvernement que les droits ne peuvent se donner ou être enlevés ou perdus de quelque façon que ce soit, peu importe avec qui il consulte et fait des accords. Ils ne peuvent pas être éteints, ce qui fait qu'aucun morceau de papier ou document juridique frauduleux ne peut réaliser le miracle qu'envisage le gouvernement Trudeau alors que tous les gouvernements avant lui ont échoué. Toute autre tentative d'éteindre la souveraineté autochtone, les droits inhérents et les droits au titre pour servir les intérêts de l'« industrie » sera, elle aussi, vouée à l'échec.

## Notes

1. La Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) est une déclaration juridiquement non contraignante qui a été adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU en 2007. À l'époque, 144 pays ont voté en sa faveur, quatre pays ont voté contre (l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis) et onze pays se sont abstenus. Selon l'ONU, la « Déclaration est l'instrument international le plus complet sur les droits des peuples autochtones. Elle établit un cadre universel de normes minimales pour la survie, la dignité et le bien-être des peuples autochtones du monde et elle élabore sur les normes existantes des droits humains et des libertés fondamentales dans leur application à la situation particulière des peuples autochtones. »

En 2010, le gouvernement conservateur de Stephen Harper a formellement appuyé la DNUDPA, la décrivant comme un « document ambitieux », mais n'a pris aucune action. Les libéraux de Justin Trudeau, dans leur plateforme électorale de 2015, se sont engagés à mettre en oeuvre la DNUDPA, et le Canada a officiellement déclaré en mai 2016 qu'il « l'appuyait formellement et travaillait à sa mise en oeuvre dans le cadre des lois du Canada, qui est notre Charte ».

Deux mois plus tard, la ministre de la Justice Jody Wilson-Raybould s'adressant à l'Assemblée générale de l'Assemblée des Premières Nations le 12 juillet, a déclaré que « les approches très simplistes, comme l'adoption de la DNUDPA comme loi canadienne, ne sont pas pratiques et, je le dis respectueusement, sont une distraction politique qui retarde le lancement des travaux difficiles que requiert sa mise en oeuvre réelle. »

En 2018, le député du NPD Romeo Saganash a présenté le projet de loi d'initiative parlementaire C-262 à la Chambre des communes. Il a demandé que la DNUDPA soit intégrée au droit canadien. Cependant, le projet de loi est mort au feuillet du Sénat avant l'élection fédérale de 2019.

2. S'exprimant sur la *Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis*, le 7 juillet 2020, la Dre Cindy Blackstock, la directrice générale de la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada, a souligné que malgré cette loi, le sous-financement et l'incertitude



face au financement fédéral des Services à l'enfance et à la famille des Premières Nations se poursuit. Elle a dit que le gouvernement fédéral n'a éprouvé aucun problème à trouver les fonds pour intervenir face à la COVID-19 mais que ce n'est pas le cas pour les enfants autochtones.

(Sources : Gouvernement du Canada, Mi'kmaq Rights Initiative, DNUDPA. Photos: LML, Solidarity Kijipuktuk)

## Les résultats des élections au Venezuela favorisent les forces populaires

### Résultats des élections



**Des députés de la nouvelle Assemblée nationale, le 11 décembre 2020**

Le 7 décembre, le comptage de 98,63 % des votes enregistrés aux élections parlementaires du 6 décembre au Venezuela étant terminé, la présidente du Conseil national électoral (CNE) du Venezuela, Indira Alfonzo, a présenté le deuxième bulletin du résultat des élections. Elle a rapporté que 6 251 080 votes valides ont été enregistrés et que le Grand Pôle patriotique (GPP), une alliance de partis dirigée par le Parti socialiste unifié du Venezuela, en a reçu 68,43 %. L'alliance de l'opposition, Action démocratique, en a reçu 17,52 %, la seconde alliance de l'opposition, Venezuela Uni, 4,5 %, et le Parti communiste du Venezuela/Alternative populaire, 2,7 %. Les autres organisations politiques qui ont participé à l'élection ont reçu un total combiné de 6,48 % des votes. Le taux de participation a été de 30,6 % des électeurs inscrits.

Quelques jours plus tard, l'attribution des sièges à la nouvelle Assemblée nationale, reposant sur une élection qui a utilisé un système mixte de représentation proportionnelle et de vote uninominal majoritaire à un tour, a été annoncée. Le Parti socialiste unifié du Venezuela occupera 253 des 277 sièges (91,34 %); l'Action démocratique obtient 11 sièges; l'Avance progressiste et Changement obtiennent trois sièges chacun; le Venezuela d'abord en obtiendra 2, et le COPEI et le Parti communiste chacun un. Trois députés autochtones choisis le 9 décembre par leurs communautés selon les pratiques traditionnelles de chacune occuperont les trois sièges restants.

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) transmet ses félicitations au peuple vénézuélien qui, dans les conditions les plus défavorables d'une guerre totale conçue pour l'épuiser et le dresser contre leur gouvernement élu, et dresser les Vénézuéliens les uns contre les autres, a exprimé sa volonté démocratique en élisant une nouvelle assemblée nationale. Le PCC(M-L) souhaite au peuple vénézuélien, à son gouvernement bolivarien et ses dirigeants beaucoup de succès et se tient à leur côté dans leur bataille pour protéger leur victoire, défendre

leur droit d'être les décideurs souverains de leur pays et faire avancer leur projet d'édification nationale.



**Le vote pour 3 députés autochtones, le 9 décembre 2020**

---

## **Le peuple vénézuélien affirme son droit à la souveraineté**

**- Claude Brunelle -**



**Le peuple vénézuélien accompagne les députés élus à leur accréditation, le 11 décembre 2020.**

Des élections à l'Assemblée nationale du Venezuela se sont tenues le dimanche 6 décembre dans le contexte d'une vaste mobilisation du peuple vénézuélien pour affirmer son droit d'être et son droit de décider de sa propre destinée. Le peuple vénézuélien a prévalu malgré les activités d'ingérence, les menaces, les activités de sabotage et de désinformation des États-Unis, du Canada, de sa marionnette le Groupe de Lima et de l'Union européenne pour discréditer et assiéger le peuple vénézuélien. La victoire du gouvernement bolivarien dans ces conditions d'encerclement et d'étouffement est une grande réalisation.

Les observateurs internationaux ont applaudi le déroulement de l'élection et salué les efforts du



gouvernement vénézuélien pour assurer la participation de tous, le respect des mesures sanitaires contre la COVID-19, la mise en place de bureaux de vote électronique sophistiqués et de nombreuses autres mesures. Il n'y a eu aucun incident et aucune irrégularité.



**Les observateurs internationaux font leur rapport sur la conduite de l'élection du 6 décembre, le 9 décembre 2020.**

Le taux de participation a excité les médias impérialistes, incités par le président autoproclamé Juan Guaidó qui prétend que le faible taux de participation signifie que le peuple vénézuélien a répondu à l'appel de boycotter les élections. On ne peut pas savoir pourquoi le taux de participation est bas et c'est une « explication » étroite et intéressée, opportuniste et provocatrice de la part d'une marionnette qui s'est fait connaître uniquement grâce aux puissances étrangères, bien loin du pouvoir populaire.

Le Canada, les États-Unis, l'Union européenne pour leur part ont refusé de reconnaître le résultat de l'élection, le Canada ayant publié avec arrogance un communiqué le 6 décembre, avant même le dévoilement du résultat final de l'élection. Par la voix de son ministre des Affaires étrangères, François-Philippe Champagne, le gouvernement a déclaré que « ce processus ne répondait pas aux conditions minimales d'un exercice libre et équitable de la démocratie. »



**Piquetage à Ottawa à la veille des élections au Venezuela, le 5 décembre 2020**

C'est ce même gouvernement libéral de Justin Trudeau qui, aux dernières élections en 2019, a été élu avec 22 % du nombre total d'électeurs admissibles au vote et a reçu 33 % des votes enregistrés. Lors des dernières élections législatives en Haïti, bien moins de 25 % des électeurs sont allés voter et pourtant toutes ces grandes puissances ont reconnu le vote. Le Canada a même « accompagné » le gouvernement haïtien lors d'élections par le biais des services d'Élections Canada. Le 13 janvier 2020, le mandat de la Chambre des députés d'Haïti et de deux tiers de ses sénateurs a pris fin, rendant le Parlement non fonctionnel. Le président Jovenel Moïse a pu alors gouverner par

décrets depuis ce moment-là. Aucune déclaration n'a été publiée faisant état d'élections non « libres et équitables » en Haïti.

Et le Canada, comme l'Union européenne, applaudit les résultats des élections rongées par la crise aux États-Unis. La « démocratie » américaine ne pose pas de problèmes, disent-ils. Les élections sont vraisemblablement « libres et équitables » dans ce pays où littéralement des milliards de dollars sont versés dans les coffres des candidats à la présidentielle et des millions de personnes ne sont même pas autorisées à voter. Cette interprétation de ce qui est « libre et équitable » est méprisante au plus haut point. Cela n'aide certainement pas à rétablir la crédibilité des systèmes électoraux de la part de ceux qui disent de telles choses.

Le « débat » imposé sur le taux de participation est une diversion lamentable et fait partie d'un plan orchestré pour écraser le projet d'édification nationale bolivarien et plus largement la lutte des peuples des Amériques pour prendre en main leur destinée en faveur de leur propre projet d'édification nationale. Les élections au Venezuela ont eu lieu dans le contexte de l'offensive déployée non seulement contre ce pays, mais également contre les peuples des Amériques, que ce soit en Bolivie, à Cuba, au Chili et tant d'autres pays des Amériques qui réclament que les Amériques soient une zone de paix, de respect entre les peuples et les nations, sans ingérence, sans blocus ni sanctions.

Les peuples contestent les gouvernements corrompus, la dictature du Fonds monétaire international, les connivences avec les Joe Biden, Donald Trump, Mike Pompeo et leurs semblables et leurs activités militaires dans la région. De nombreux peuples appellent également à établir une nouvelle assemblée constituante afin de reconstituer leur État-nation sur une base moderne qui reconnaît les droits de tous, remettent en question le processus corrompu au service des riches et des oligarques financiers et d'une infime élite. C'est là que le bât blesse pour les grandes puissances qui ne peuvent arrêter le mouvement des peuples pour le Nouveau dont le peuple vénézuélien fait fièrement partie.

La bataille pour la démocratie véritable et sur la question de qui décide est à l'ordre du jour.

(Photos : AVN, LML, O.Redes)

---

## **Le peuple et personne d'autre ne décidera de ce qui se passe au Venezuela**

**- Margaret Villamizar -**

À la suite de l'élection de la nouvelle Assemblée nationale, le président vénézuélien Nicolas Maduro s'est dit satisfait que l'Assemblée nationale ait été affranchie du contrôle des forces de l'opposition qui s'en étaient servies comme base au cours des cinq dernières années pour violer la constitution du pays, empêcher le fonctionnement normal du gouvernement et appuyer la guerre économique des États-Unis contre le pays. Il a dit qu'il s'agissait d'une grande victoire pour la démocratie, pour la constitution. Nicolas Maduro a déclaré que la première tâche de la nouvelle législature sera de réparer les dommages causés à l'économie du pays par les sanctions et d'adopter les mesures nécessaires pour la fortifier et la protéger des répercussions de la guerre économique américaine. Il a dit qu'il faudra pour ce faire adopter un projet de loi approuvé par l'Assemblée constituante nationale en octobre, qui sera dissoute le 31 décembre, la *Loi antiblocus pour le développement national et la garantie des droits humains*.





Lorsque la Loi a été approuvée à l'Assemblée constituante, la vice-présidente Delcy Rodriguez a dit que la Loi ouvrirait de nouvelles avenues pour créer des partenariats avec des investisseurs internationaux en offrant des protections spéciales pour leurs investissements, permettant ainsi au Venezuela de faire un pas en avant et de lancer une offensive économique contre les sanctions menées par les États-Unis qui asphyxient l'économie. Elle a dit que le gouvernement dévoilerait un « panier de projets » pour les investisseurs étrangers dans des secteurs tels que le pétrole, le gaz, les mines, l'agriculture, le tourisme et « tous les secteurs où il est possible pour le Venezuela de générer des investissements à grande échelle ».



Si à Washington « on parle de droits humains », a dit Rodriguez, « leurs politiques visent à limiter le bien-être de toute une nation ».

## La réponse impérialiste aux forces bolivariennes



Piquetage à Montréal le jour des élections au Venezuela, le 6 décembre 2020

Comme on s'y attendait, les résultats des élections n'ont pas été reconnus par les gouvernements



impliqués dans la guerre multilatérale des États-Unis contre le Venezuela qui continuent de tenter d'imposer au peuple un « président » et un gouvernement parallèles contre sa volonté telle qu'exprimée démocratiquement. Les États-Unis ont confirmé que la prochaine étape de leur plan de changement de régime consiste à considérer l'Assemblée nationale contrôlée par l'opposition et dont le mandat prend fin le 5 janvier 2021 – sur lequel Juan Guaido a brièvement présidé, créant le fondement d'une présidence fabriquée – comme étant la seule instance législative « légitime » du pays. Peu après que le secrétaire d'État des États-Unis, Mike Pompeo, ait dénoncé les élections comme étant « truquées » et une mascarade, le Canada et le Groupe de Lima (à l'exception de l'Argentine et de l'Uruguay), la Grande-Bretagne et les dirigeants de l'Union européenne, de manière servile, ont offert leur propre version de cette même position.

Le ministre des Affaires étrangères, François-Philippe Champagne, par exemple, a dit dans sa déclaration publiée le 6 décembre, avant même que les résultats des élections ne soient annoncés : « Le Canada ne reconnaît pas les résultats du processus électoral du 6 décembre au Venezuela parce que ce processus ne répond pas aux conditions minimales d'un exercice libre et équitable de la démocratie. » Il a ensuite appelé à de nouvelles élections présidentielles et parlementaires conformément aux normes que présumément les États-Unis et l'Organisation des États américains, le Canada et le Groupe de Lima personnifient, leur permettant de faire la leçon aux autres !

L'ancien premier ministre espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero, qui était au Venezuela pour observer les élections et qui a facilité de nombreuses tentatives de négociations entre le gouvernement de Nicolas Maduro et les forces de l'opposition, et que les États-Unis ont invariablement sabotées, a affirmé que les élections doivent mettre fin aux sanctions incompréhensibles et injustes contre le Venezuela. « La politique de sanctions et de non-reconnaissance pourrait nous mener à la plus grande absurdité dans l'histoire du droit international », a-t-il prévenu.

Ces conseils ne se sont cependant pas rendus jusqu'au gouvernement Trudeau au Canada ni à d'autres, puisque l'Union européenne a annoncé cette semaine de nouvelles sanctions contre certains représentants vénézuéliens.



Montréal, le 6 décembre 2020

### **Le « multilatéralisme qui fonctionne » des États-Unis tel que mis en oeuvre contre le Venezuela**

S'adressant à la 50e Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OÉA) en octobre, Mike Pompeo a qualifié l'organisation d'exemple de « multilatéralisme qui fonctionne vraiment ». Ce qu'il entend par « multiculturalisme » est devenu évident lorsqu'il a donné aux gouvernements

d'autres pays leurs ordres, comme s'ils étaient tous des États vassaux des États-Unis. La première des « attentes » de son gouvernement, a-t-il dit, est que tous les États membres ne reconnaissent pas les élections passées ou futures du « régime illégitime de Maduro ».

Le 9 décembre, une réunion spéciale du Conseil permanent de l'OÉA a eu lieu à la demande du Brésil, du Canada, de la Colombie, des États-Unis et d'autres pays pour « examiner la situation politique en République bolivarienne du Venezuela dans le contexte d'élections parlementaires organisées par le régime illégitime de Nicolas Maduro ».

Lors de cette réunion, une résolution conforme à ce qu'on doit s'attendre des États-Unis et de son Groupe de Lima a été adoptée par 20 pays membres alors que deux pays ont voté contre, cinq se sont abstenus et que six pays des Caraïbes de même que le Nicaragua n'étaient pas présents[1]. Selon la résolution, les élections « frauduleuses » ont eu lieu afin d'éliminer « la seule institution légitime et démocratiquement élue restante au Venezuela ». On y prétend que l'installation des personnes élues sera encore plus destructrice pour la démocratie et l'État de droit, et exacerbera tous les autres problèmes qui affectent la vie quotidienne des Vénézuéliens. En d'autres mots, les États-Unis seraient forcés de poursuivre et d'intensifier leur guerre d'usure cruelle contre le Venezuela.

La résolution fait l'éloge de la « consultation populaire » organisée la semaine dernière par la faction Juan Guaido-Leopoldo Lopez, dans laquelle on demandait aux Vénézuéliens, dans leur pays et à l'étranger, de répondre à une série de questions suggestives visant à montrer que le peuple ne reconnaît pas les résultats des élections du 6 décembre et à demander à « la communauté internationale » de faire de même et, en outre, qu'elle « ordonne » que les mesures nécessaires soient prises pour que « la communauté internationale » intervienne pour « sauver notre démocratie, traiter la crise humanitaire et protéger le peuple des crimes contre l'humanité ».

En outre, la résolution a salué la « consultation populaire » organisée cette semaine principalement sur Internet et via des applications téléphoniques par la faction Juan Guaido-Leopoldo Lopez, qui demande aux gens de ne pas reconnaître les résultats de l'élection et de plutôt réclamer une intervention étrangère pour « sauver la démocratie » au Venezuela. C'est ce qu'on appelle une « initiative de la société civile avec le soutien de l'Assemblée nationale ».

Après avoir affirmé que les élections du 6 décembre n'étaient prétendument ni libres ni équitables « conformément aux conditions établies par le droit international » et d'autres normes démocratiques que les gouvernements des États-Unis, du Canada et leur pathétique Groupe de Lima prétendent respecter, la résolution contrerévolutionnaire a appelé à « la tenue, dès que possible, d'élections présidentielles et parlementaires libres, équitables, transparentes et légitimes ».

Mais tout n'est pas allé rondement pour les États-Unis et le Canada. Un certain nombre de pays qui ont voté en faveur de la résolution ont tenu à déclarer que leur vote ne comprenait pas un accord pour continuer à reconnaître l'Assemblée nationale sortante lorsque son mandat se terminera en janvier, comme les États-Unis le réclament.

L'ambassadeur d'Argentine auprès de l'OÉA, Carlos Raimundi, qui s'est abstenu lors du vote, a pris cette position. Il a déclaré que ce serait une violation de la constitution du Venezuela de continuer à reconnaître la législature qui arrive au terme de son mandat. Il a également déclaré que son gouvernement s'était engagé à faciliter la recherche d'une solution politique au Venezuela par le dialogue, et que la voie électorale était la seule viable pour le renouvellement des institutions du pays. Raimundi a dit qu'il était erroné d'ignorer la volonté de ceux qui ont pris part à l'élection et de dicter les conditions de l'extérieur sans contribuer même de manière minimale aux élections, ou pire, en promouvant leur boycottage. Il a ensuite demandé que la politique de sanctions et de non-reconnaissance soit reconsidérée, affirmant qu'elle n'avait mené nulle part.

L'ambassadrice du Mexique, Luz Elena Baños, a pris une position honorable, en votant, comme le représentant de la Bolivie, contre la résolution. Ses paroles représentaient également plusieurs sinon tous ceux qui étaient restés à l'écart de la réunion. Elle a vivement dénoncé le comportement antidémocratique et intolérant qui prévaut depuis un certain temps au sein de l'OÉA, où un groupe exclusif de pays propose une résolution sans consulter tous les membres. Elle a condamné la résolution comme étant interventionniste et a dit que le rôle de l'OÉA n'est pas de reconnaître ou de ne pas reconnaître les gouvernements. L'approche de ces pays qui ne s'opposent même pas aux sanctions, a-t-elle dit, est contre le multilatéralisme, qui est censé essayer de résoudre les problèmes sur la base du droit international et non de bloquer la possibilité de négocier.

Lorsque l'ambassadeur du Canada Hugh Adsett a pris la parole, il a faussement accusé le « régime » vénézuélien d'avoir commis des crimes contre l'humanité « contre tous ceux qui sont en désaccord, afin de maintenir son emprise sur le pouvoir ». De façon mensongère, il a affirmé que le Canada veut travailler avec les Vénézuéliens et d'autres membres de l'OÉA pour les aider à résoudre leurs problèmes. Il a imposé comme condition de collaboration la tenue de ce que le Canada et l'OÉA reconnaîtraient comme des « élections présidentielles et parlementaires libres et équitables ».



L'hypocrisie des libéraux de Trudeau n'a pas de limites. Ils n'agissent pas au nom des Canadiens qu'ils n'ont jamais consultés au sujet de la sale guerre dans laquelle ils sont engagés contre le peuple vénézuélien et contre d'autres dans le monde qui sont ciblés par les États-Unis et l'OTAN pour un changement de régime et une déstabilisation. Au lieu de s'immiscer dans les affaires du peuple vénézuélien à la demande des intérêts privés étroits qui sont favorisés par la destitution d'un gouvernement bolivarien, le gouvernement Trudeau devrait plutôt se préoccuper du manque de conditions démocratiques dans sa propre maison et des demandes du peuple canadien pour être investi du pouvoir décisionnel au pays.

## Note

1. Pour : Bahamas, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, République dominicaine, Équateur, El Salvador, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Jamaïque, Panama, Paraguay, Pérou, Sainte-Lucie, Uruguay, États-Unis. La délégation illégale « vénézuélienne » a également voté pour.

Contre : Bolivie, Mexique

Abstention : Argentine, Barbade, Belize, Saint-Kitts-et-Nevis, Suriname

Absents : Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, Nicaragua, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Trinité-et-Tobago.

(Photo : J. Escalona, LML, C. Floria)